

APRÈS LA HAUSSE DES SALAIRES L'URGENCE D'ACCROÎTRE NOTRE NIVEAU DE PRODUCTIVITÉ

AVEC LA RELATIVITÉ SALARIALE, LES COÛTS, EN GRANDE PARTIE LIÉS AUX SALAIRES, VONT CONTINUER À AUGMENTER POUR LES ENTREPRISES. CELA REMET EN AVANT LE DÉBAT SUR LA PRODUCTIVITÉ, QUI EST ACTUELLEMENT EN NETTE BAISSE ET DEVRAIT DEVENIR L'UNE DES PRINCIPALES PRIORITÉS POUR MAURICE.

EVE FIDÈLE

LA productivité est nettement à la traîne. La croissance de la productivité totale des facteurs est très faible à Maurice et joue un rôle marginal dans la comptabilité de la croissance par rapport à la croissance du capital et des intrants. La croissance de la productivité du travail n'a pas suivi le rythme de la croissance des salaires – suivant notamment le dernier exercice de relativité salariale – et un ancrage trop lâche des prévisions d'inflation a conduit à une spirale des prix salariaux qui va à l'encontre des intérêts économiques à long terme du pays.

Selon Amit Bakhirta, CEO d'Anneau, il est nécessaire de comprendre que la productivité est simplement une augmentation de la production par unité, compte tenu du coût des facteurs de production/service correspondant. Or, explique-t-il, « si le coût des facteurs de production augmente à un rythme rapide et qu'il n'y a pas de gain de production avec des ressources identiques ou inférieures, alors la productivité diminue immédiatement ; c'est-à-dire à court terme. Les entreprises doivent alors s'assurer que diverses mesures sont mises en œuvre sur leurs intrants de production et/ou sur la politique de prix afin de garantir que cette perte de productivité soit contrée. Sinon, elles seront moins compétitives que leurs principaux concurrents et le secteur correspondant en général », indique Amit Bakhirta.

Selon le dernier rapport de la Banque mondiale sur la productivité à Maurice, les coûts de la main-d'œuvre des entreprises sont similaires à ceux des économies à revenu élevé, tandis que la productivité de nos entreprises ressemble davantage à celle des économies à revenu intermédiaire supérieur. Est-ce que cela indique clairement que l'augmentation des niveaux de productivité passera nécessairement par le renforcement des compétences des travailleurs et l'adoption technologique qui viendra compléter la structure des coûts de main-d'œuvre ?

Sameer Sharma, expert en investissements alternatifs, répond par l'affirmative, mais souligne que ce n'est pas le seul facteur en jeu. Les rapports de la Banque mondiale des cinq dernières années ont également mis en lumière de nombreux autres éléments essentiels qui freinent la productivité. Selon lui, cela ne se limite pas aux coûts de la main-d'œuvre. L'absence de concurrence libre et équitable et le besoin de réformer la Competition Commission ont également entravé l'innovation et freiné la croissance de la productivité. De plus, les politiques économiques favorisant les infrastructures et l'immobilier haut de gamme, dont les effets multiplicateurs sont limités, contribuent également à freiner cette croissance.

« L'état lamentable du système éducatif, où la gratuité n'est pas synonyme de qualité, a un impact significatif. De plus, la faible participation des femmes et l'inadéquation des compétences constituent également des freins majeurs. Les politiques économiques qui soutiennent les industries en déclin plutôt que de favoriser les industries émergentes limitent également la croissance de la productivité. Il est donc crucial de ne pas se focaliser uniquement sur la limitation de la croissance des salaires, conséquence de la spirale prix-salaires, mais de s'attaquer aux problèmes structurels de l'économie », fait ressortir Sameer Sharma.

Amit Bakhirta souligne que nos coûts de main-d'œuvre ne peuvent pas se comparer à ceux des pays développés, tandis que notre productivité, toujours à la traîne, reste comparable à celle des pays en développement. Selon lui, ce décalage majeur doit être abordé en priorité. Cela inclut le perfectionnement de la main-d'œuvre, l'adoption de la numérisation, la mise en place d'incitations au travail, ainsi que des programmes de formation et de développement. Il recommande également de simplifier les processus commerciaux, d'éliminer les pratiques

improductives, d'étendre les marchés ainsi que les produits et services, et d'investir dans la recherche et le développement pour optimiser les coûts et la qualité des produits finaux.

« Du point de vue des politiques publiques et économiques, les politiques publiques et la macroéconomie du pays/de la région ont besoin de promouvoir la stabilité – en contraste avec une monnaie en déclin ou les coûts engendrés par des politiques publiques inadéquates – ainsi que la prévisibilité et la compétitivité. Par ailleurs, certaines industries pourraient devoir s'ouvrir davantage à la concurrence, permettant ainsi à une compétition plus intense de stimuler une productivité plus élevée à moyen - long terme », suggère Amit Bakhirta.

SECTEURS NON COMPÉTITIFS

Étant donné que les salaires ont augmenté, il est impératif que les travailleurs fournissent des résultats accrus. Bien que la durée légale du travail soit déjà fixée, la question se pose de savoir si Maurice doit entreprendre une réforme centrée sur la productivité. Pour Amit Bakhirta, la réponse est affirmative, car notre pays a besoin de réformes structurelles macro-socio-économiques, qui en constituent la base et le fondement. Cette nécessité a récemment été mise en avant par le Fonds monétaire international (FMI) dans son dernier rapport de consultation sur Maurice. À l'instar du secteur textile, devenu non compétitif, d'autres secteurs de l'économie, notamment l'agriculture et l'industrie manufacturière, pourraient connaître un déclin similaire si des réformes structurelles ne sont pas mises en œuvre.

Sameer Sharma précise que l'amélioration de la productivité est bien plus complexe que de simplement se concentrer sur la croissance de la main-d'œuvre, des salaires ou l'augmentation de la produc-



AMIT BAKHIRTA, CEO D'ANNEAU



SAMEER SHARMA, EXPERT EN INVESTISSEMENTS ALTERNATIFS



MANISHA DOOKHONY, ÉCONOMISTE

tion par travailleur. Cela implique de prendre en compte les réalités du paysage concurrentiel à Maurice, le type d'investissements étrangers que nous attirons, souvent caractérisés par de faibles multiplicateurs de productivité, ainsi que la qualité et la disponibilité de la main-d'œuvre, en tenant compte de la fuite des cerveaux et des faibles résultats en matière d'éducation. Il est également crucial de considérer les politiques économiques qui soutiennent les industries en déclin ou en croissance. D'où la nécessité d'instaurer une culture de productivité au sein des entreprises.

Comme le souligne Amit Bakhirta, les entreprises sont aujourd'hui bien moins productives qu'elles ne l'étaient il y a cinq à dix ans, même en tenant compte des ajustements nécessaires, tels que la dévaluation cumulée de la monnaie et l'inflation des coûts des intrants et

des facteurs de production. «Si cette situation n'est pas corrigée dans les trois prochaines années, il est probable que de nombreuses entreprises accéléreront leur transition vers la numérisation, la mécanisation et l'automatisation, réduisant ainsi, autant que possible, leur main-d'œuvre permanente. En fin de compte, la question de la taille du marché et de la capacité à l'élargir devient de plus en plus centrale, tout en maintenant les coûts de production constants. Avec l'Afrique à proximité, je m'attends à ce que de plus en plus d'entreprises mauriciennes s'y aventurent», prévoit-il.

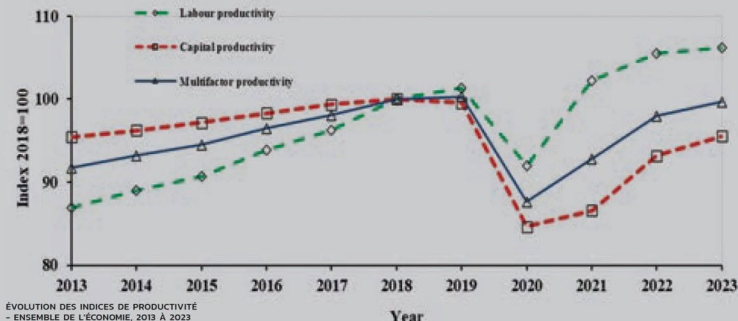
L'économiste Manisha Dookhony abonde dans le même sens. Elle rappelle qu'il est essentiel d'instaurer une culture de productivité au sein des entreprises, où les employés travaillent de manière plus intelligente et réfléchie. Elle estime que prolonger les heures de travail ne serait pas bénéfique.

PRODUCTIVITÉ DU CAPITAL : AUGMENTATION DE 2,5 %

La productivité du capital est une mesure de la GAV réelle par unité de capital. Au cours de la période de 2013 à 2023, l'indice de la productivité du capital est passé de 95,4 en 2013 à 95,6 en 2023, ce qui équivaut à un taux de variation annuel moyen de 0,0 %. La productivité du capital a enregistré une augmentation de 2,5 % en 2023 après une hausse de 7,7 % en 2022. La croissance de 2,5 % en 2023 s'explique par une forte augmentation de la GVA (7,0 %) par rapport à une croissance de l'apport en capital de 4,4 %. La productivité multifactorielle est, elle, un indicateur du taux de changement de «l'efficacité productive». En plus des apports en main-d'œuvre et en capital, elle prend en compte des facteurs qualitatifs tels qu'une meilleure gestion et l'amélioration de la qualité des intrants grâce à la formation et à la technologie. Au cours de la période de 2013 à 2023, la productivité multifactorielle a augmenté de 0,8 % par an. En 2023, elle a progressé de 1,7 % après une augmentation de 5,6 % en 2022.

APPORT DE MAIN-D'ŒUVRE ET DE CAPITAL

Selon les Productivity and Competitiveness Indicators 2013-2023 de Statistics Mauritius, au cours de la période de 2013 à 2023, tandis que la valeur ajoutée brute (VAB) réelle aux prix de base a augmenté en moyenne de 2,6 % par an, l'apport en capital et l'apport en main-d'œuvre ont respectivement crû de 2,6 % et 0,5 %. Le ratio capital-travail, défini comme le rapport entre le stock de capital fixe et l'apport en main-d'œuvre, a augmenté de 2,0 % par an au cours de la période examinée. La productivité du travail pour l'ensemble de l'économie est une mesure de la production réelle (GVA) par travailleur. D'après les chiffres de Statistics Mauritius, l'indice de la productivité du travail s'est amélioré, passant de 87,0 en 2013 à 106,2 en 2023, ce qui correspond à une croissance annuelle moyenne de 2,0 %. En 2023, la productivité du travail a légèrement augmenté de 0,7 % après une hausse de 3,2 % en 2022. Cela s'explique par une croissance plus faible de la GVA, qui est passée de 9,9 en 2022 à 7,0 en 2023, tandis que l'apport en main-d'œuvre a continué de croître de 6,2 % en 2023 après une augmentation de 6,5 % en 2022.



[ACTUALITÉ]

Selon elle, l'augmentation de la productivité ne repose pas seulement sur le renforcement des compétences des employés, mais aussi sur un changement des attitudes, des normes et des habitudes au sein des entreprises. Cela inclut la réduction des pauses prolongées, des permissions fréquentes pour diverses raisons et la gestion des problèmes relationnels au travail. Elle souligne également l'importance de développer de nouveaux secteurs plus alignés avec une économie à revenu élevé.

INVESTIR DANS LA FORMATION

D'un autre côté, les compétences et la productivité sont étroitement interconnectées. Des compétences de niveau supérieur agissent comme des intrants de meilleure qualité dans le processus de production, ce qui conduit à une productivité accrue. Les entreprises doivent investir davantage dans la formation. Manisha Dookhony précise que beaucoup d'entre elles le font déjà, mais probablement pas assez. Les fonds gouvernementaux destinés à la formation sont disponibles, mais souvent sous-utilisés. De plus, il existe de nouvelles compétences à développer dans des secteurs ou sous-secteurs émergents, ce qui pourrait apporter davantage de sophistication, notamment dans le secteur financier.

Amit Bakhirta ajoute que cela va de pair avec une croissance du chiffre d'affaires ; une crois-

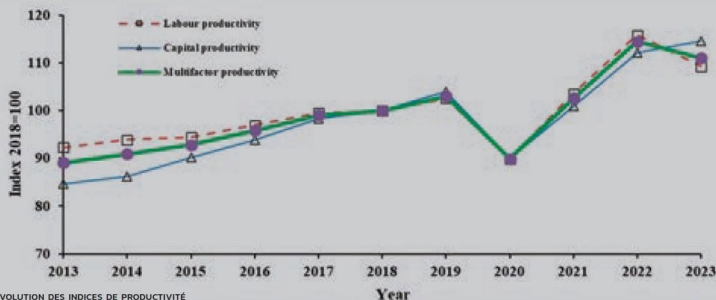


sance de la taille du marché et une expansion/diversification des produits/services. Il explique que techniquement, une main-d'œuvre mieux formée et responsabilisée n'est pas immédiatement corrélée à une productivité économique plus élevée, à moins que les autres facteurs susmentionnés n'entrent en jeu.

Sameer Sharma estime que les entreprises investiront là où elles peuvent obtenir le meilleur rendement, en fonction de l'environnement créé par les décideurs politiques. Aujourd'hui, le coût de la main-d'œuvre dépasse celui du capital. À moins que l'État n'intervienne en ajustant ces coûts par le biais de la politique fiscale, il est d'avis qu'il est peu probable que l'on observe des changements significatifs. Et de conclure : « Il est important de noter que le problème des salaires actuels est en grande partie dû à la spirale prix-salaire, résultat de politiques fiscales et monétaires laxistes. En réponse, les politiciens tentent d'offrir des hausses de salaires, mais même eux réalisent que cela n'est pas durable, d'autant plus qu'ils ont simultanément ouvert le marché à une main-d'œuvre étrangère de plus en plus nombreuse. Pourquoi une entreprise investirait-elle davantage dans la formation de la main-d'œuvre locale si elle peut facilement trouver les compétences nécessaires à l'étranger ? Les politiques économiques doivent être alignées. Le secteur privé est là pour gérer ses affaires en fonction des réalités économiques établies par le gouvernement. »

APPORT DE MAIN-D'ŒUVRE ET DE CAPITAL

Selon le Productivity and Competitiveness Indicators 2013-2023 de Statistics Mauritius, au cours de la période de 2013 à 2023, tandis que la valeur ajoutée brute (VAB) réelle aux prix de base a augmenté en moyenne de 2,6 % par an, l'apport en capital et l'apport en main-d'œuvre ont respectivement crû de 2,6 % et 0,5 %. Le ratio capital-travail, défini comme le rapport entre le stock de capital fixe et l'apport en main-d'œuvre, a augmenté de 2,0 % par an au cours de la période examinée. La productivité du travail pour l'ensemble de l'économie est une mesure de la production réelle (GVA) par travailleur. D'après les chiffres de Statistics Mauritius, l'indice de la productivité du travail s'est amélioré, passant de 87,0 en 2013 à 106,2 en 2023, ce qui correspond à une croissance annuelle moyenne de 2,0 %. En 2023, la productivité du travail a légèrement augmenté de 0,7 % après une hausse de 3,2 % en 2022. Cela s'explique par une croissance plus faible de la GVA, qui est passée de 9,9 % en 2022 à 7,0 % en 2023, tandis que l'apport en main-d'œuvre a continué de croître de 6,2 % en 2023 après une augmentation de 6,5 % en 2022.



ÉVOLUTION DES INDICES DE PRODUCTIVITÉ
- SECTEUR MANUFACTURIER, 2013 À 2023

SANDHYA BOYGAH

(DIRECTRICE EXÉCUTIVE DU NPCC)

«LA PRODUCTIVITÉ EST À LA BASE D'UNE ÉCONOMIE DYNAMIQUE ET RÉSILIENTE»

INSTAURER UNE CULTURE DE PRODUCTIVITÉ ET DE COMPÉTITIVITÉ ÉLEVÉE DANS TOUS LES SECTEURS EXIGE DES COMPÉTENCES COMME LA PENSÉE CRITIQUE, LA RÉOLUTION DE PROBLÈMES, LA COMMUNICATION EFFICACE ET LA COLLABORATION, SOULIGNE SANDHYA BOYGAH, DIRECTRICE EXÉCUTIVE DU NATIONAL PRODUCTIVITY AND COMPETITIVENESS COUNCIL. ELLE AJOUTE QUE LA PRODUCTIVITÉ EST À LA BASE D'UNE ÉCONOMIE DYNAMIQUE ET RÉSILIENTE POUR UNE MEILLEURE QUALITÉ DE VIE.

La mission du National Productivity and Competitiveness Council est d'inculquer un «productivity mindset» dans le pays. Comment développer cette culture de productivité au sein de la population ?

Pour développer une culture de productivité dans un pays, il est crucial de mettre en œuvre une approche nationale. Cela implique d'investir dans l'éducation et la sensibilisation pour promouvoir la compréhension des bienfaits de la productivité. La formation professionnelle devrait être encouragée pour améliorer les compétences des travailleurs, tandis que l'infrastructure et la technologie modernes peuvent faciliter le travail. Des politiques de travail équilibrées, favorables à la productivité et au bien-être des employés sont essentielles. Soutenir l'entrepreneuriat, encourager l'innovation, promouvoir la collaboration entre les secteurs public et privé et instaurer une culture de responsabilité contribuent également à créer un environnement propice à la productivité.

Les données régulières de la productivité, la recherche et le développement, ainsi qu'une culture d'amélioration et d'apprentissage continu complètent cette approche

holistique, favorisant ainsi un changement durable vers une culture nationale de productivité. Cependant, il ne faut surtout pas ignorer l'aspect humain. Nous pouvons avoir les meilleures infrastructures et technologies, mais finalement, c'est l'humain qui doit être au centre de toute cette démarche.

Est-ce que la capacité de Maurice à améliorer son niveau de vie dépendra de sa capacité à augmenter sa productivité ?

Certainement ! La capacité d'un pays à améliorer son niveau de vie est toujours influencée par sa capacité à augmenter sa productivité. C'est par le biais de la productivité accrue qu'on peut augmenter la richesse d'un pays. Cependant, il faut aussi comprendre qu'une productivité accrue implique une utilisation judicieuse ou même moins des ressources pour produire la même quantité, si ce ne serait pas plus. Notre but doit être centré sur une amélioration continue pour atteindre plus d'efficacité et d'efficacités.

Cela dit, une augmentation de la productivité multifactorielle est souvent liée à une croissance économique durable. Cela peut favoriser l'expansion des industries, la création d'emplois et l'accroissement de la production de biens et de services,

contribuant ainsi à l'élargissement du gâteau national. Il s'agit d'un cercle vertueux : plus l'efficacité et l'efficience augmentent, plus la productivité s'améliore. Cette croissance accrue conduit à une économie durable, un environnement viable et une plus grande justice sociale.

Doit-on supposer qu'on doit impérativement augmenter nos efforts, c'est-à-dire travailler plus ?

Très bonne question. Il est vraiment important de comprendre que la productivité ne veut pas dire travailler plus dur, mais travailler plus intelligemment (work smart). Cependant, il est important de souligner que la productivité ne se traduit pas nécessairement par le simple fait de travailler plus intensément, mais plutôt par l'adoption d'une approche intelligente, axée sur l'optimisation des ressources limitées. L'idée fondamentale est de travailler de manière stratégique et efficiente, en utilisant les moyens disponibles de manière judicieuse.

L'objectif ultime de cette approche intelligente est d'assurer la pérennité des entreprises en face de défis divers, tout en garantissant une utilisation efficiente des ressources disponibles. Il s'agit donc de travailler de manière proactive, en anticipant les changements, en

adaptant les stratégies, et en favorisant une culture d'innovation continue. En fin de compte, la productivité intelligente vise à créer des organisations résilientes et compétitives dans un environnement en constante évolution.

Selon certains observateurs, les problèmes et les défis liés à la productivité ne sont pas correctement abordés d'une manière globale et cohérente à divers niveaux. Êtes-vous de cet avis ?

Effectivement. Comme je vous l'ai dit, la productivité demeure ambiguë. Il ne serait pas surprenant que la compréhension et la gestion des problèmes liés à la productivité puissent être entravées par plusieurs facteurs, conduisant à des approches fragmentées ou inefficaces à différents niveaux.





Par ailleurs, il y a certainement une confusion entre la productivité et la production. Il faut reconnaître que la production fait référence à la quantité totale de biens et de services créée dans une économie sur une période de temps donnée. Elle mesure le rendement en termes quantitatifs, exprimant souvent le volume physique ou la valeur monétaire des biens et services produits. La productivité, par ailleurs, se réfère à l'efficacité et l'efficacité avec laquelle les ressources sont utilisées pour générer cette production. Cela implique la production avec un minimum d'intrants pour avoir un maximum d'output que le marché recherche, sans gaspillage des ressources, viable et équitable. Cela demande une collaboration à tous les niveaux, comprenant les secteurs privé et public, les syndicats, et tout le monde doit avoir une vision commune.

Vous parlez beaucoup de l'efficacité et de l'efficacité. Quelle est la différence entre les deux ?

On a souvent tendance à confondre l'efficacité et l'efficacité. Il faut faire la distinction entre l'efficacité et l'efficacité pour mieux comprendre la productivité. L'efficacité concerne l'optimisation des processus et la minimisation du gaspillage de ressources dans l'exécution des tâches, en se concentrant sur les moyens pour atteindre un objectif. L'efficacité, quant à elle, est centrée sur la réalisation réussie des résultats souhaités et sur l'alignement des actions avec les objectifs organisationnels. Équilibrer à la fois l'efficacité et l'efficacité est crucial pour une productivité améliorée, garantissant non seulement des processus rationalisés, mais également l'atteinte des objectifs stratégiques.

Dans son «Country Economic Memorandum» de 2021, la Banque mondiale avait souligné que les investissements à Maurice se sont principalement dirigés vers quelques secteurs particuliers et à la sophistication technologique relativement faible, notamment l'immobilier. Devient-il urgent et essentiel de créer de nouveaux secteurs à forte valeur ajoutée pour stimuler la productivité ?

La création de nouveaux secteurs à forte valeur ajoutée demeure une nécessité urgente pour stimuler la productivité future de notre économie. À l'heure où les économies mondiales évoluent rapidement, il est impératif de favoriser l'innovation et l'adoption des technologies de pointe. Ces nouveaux secteurs, souvent axés sur la recherche et le développement, offrent un potentiel considérable pour améliorer l'efficacité des processus de production et stimuler la productivité. La diversification de l'économie par le biais de secteurs à forte valeur ajoutée réduit les risques liés à la dépendance excessive à un seul domaine et accroît la résilience face aux changements économiques et environnementaux. De plus, la création d'emplois dans ces secteurs contribue à l'amélioration du niveau de vie. En investissant dans l'innovation, la formation spécialisée et les infrastructures nécessaires, les gouvernements peuvent positionner leur économie pour un avenir plus robuste, adaptable et prospère.

L'investissement dans l'innovation est une nécessité. Comment l'innovation est-elle liée à la productivité ?

L'innovation a un impact profondément positif sur les individus, améliorant considérablement la prestation de services et la productivité. À mesure que de nouvelles technologies et des solutions créatives émergent,

on bénéficie d'une efficacité accrue. Les innovations dans divers secteurs, des outils de communication numérique aux systèmes avancés de prestation de services, permettent aux individus de simplifier les tâches et de bénéficier de solutions personnalisées. Cet effet positif se répercute sur des niveaux de productivité élevés à mesure que des processus rationalisés et des approches novatrices deviennent essentiels aux opérations quotidiennes.

Pour stimuler la productivité et la compétitivité, Maurice doit disposer des connaissances, des qualifications et des compétences adéquates dans les secteurs clés de l'économie. Est-ce que cela exige encore plus de compétences afin d'instaurer une culture de productivité et de compétitivité élevées dans tous les secteurs de notre économie ?

Pour stimuler la productivité et la compétitivité, la possession de connaissances, de qualifications et de compétences adéquates dans les secteurs clés de l'économie est indispensable. Au-delà des compétences techniques spécifiques à chaque secteur, la promotion d'une culture et d'un *mindset* de productivité requiert une compréhension partagée des objectifs organisationnels, un engagement envers l'innovation et une adaptabilité face aux changements. La formation continue et le développement des compétences deviennent cruciaux pour que les travailleurs puissent s'adapter aux évolutions rapides de l'économie. Les employeurs, les gouvernements et les institutions éducatives doivent collaborer étroitement pour concevoir des programmes de formation qui répondent aux besoins changeants du marché du travail, favorisant ainsi une culture nationale de productivité et de compétitivité.